



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le **112** est le numéro unique d'appel

Présidence irlandaise Le site <http://www.eu2013.ie/fr/>

Affrontement commerciale UE-Chine : Berlin siffle la fin des hostilités. Suivie par 13 pays de l'UE qui semblent craindre un bras de fer avec la Chine ils s'opposent aux sanctions proposées par Bruxelles et l'Europe de nouveau est en ordre dispersé.

Chômage des jeunes : l'Europe en quête d'idées et la crainte exprimée d'un rejet de l'Europe et de ses institutions par les nouvelles générations. **6 milliards d'euros pour 6 millions de jeunes européens** sans emploi : le plan présenté par l'Allemagne et la France répond à une urgence absolue. Mais pour qu'il redonne travail et espoir à toute une génération, il ne doit pas souffrir de cet ordre dispersé

Si les finances publiques sont dans la ligne de mire de la Commission européenne, **les recommandations macroéconomiques** sont l'occasion pour Bruxelles de rappeler à chacun quels sont ses points faibles.

Publiées mercredi 29 mai, elles pressent la France de réformer les retraites et de réduire son déficit. Réactions mitigées à Paris de la part du président et de son premier ministre qui considèrent que ces recommandations détaillées vont un peu trop loin. **L'Élysée n'entend pas « se faire dicter sa conduite ».**

JPV

INSTITUTIONS

France Allemagne

Une allemande à Paris

La chancelière allemande **Angela Merkel jeudi à Paris** pour l'adoption d'une motion franco-allemande sur la croissance et l'emploi, toute première contribution formelle des deux capitales à un sommet européen depuis l'élection de François Hollande.

Pour la petite histoire culturelle

A 15H30, les deux dirigeants ont rendez-vous au Louvre. Ils y visiteront l'exposition "De l'Allemagne, 1800-1939". Celle-ci a suscité une vive polémique lancée par deux grands organes de presse allemands qui ont dénoncé une vision réductrice, établissant un lien direct avec l'émergence du national-socialisme. Le Louvre "a bricolé sa propre histoire de l'Allemagne, et cette histoire confirme tous les clichés du voisin sombre et romantico-dangereux", a ainsi pesté le quotidien conservateur Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

Chômage des jeunes : l'Europe en quête d'idées

Paris, Rome et Berlin ont peaufiné mardi à Paris des initiatives communes visant à résorber le chômage des jeunes, qui touche plus de sept millions de personnes en Europe, mais **les fonds disponibles ne sont pas à la hauteur du défi.**

Les dirigeants tentent de **coordonner l'application d'un fonds européen de six milliards d'euros qui lui est consacré** élevé au rang de **priorité par l'Union européenne. Il faudra une volonté collective.**

Le thème a dominé une réunion à l'Elysée réunissant les ministres allemands et français des Finances et du Travail - **Wolfgang Schäuble et Ursula von der Leyen** côté allemand, **Pierre Moscovici et Michel Sapin** côté français -, rejoints par le ministre du Travail italien, **Enrico Giovannini.**

Pour en savoir plus Les ministres de l'Emploi se retrouveront le 3 juillet à Berlin.

Pour le moment, les propositions évoquées sont surtout du recyclage. François Hollande craint qu'une « rancœur » à l'égard de l'UE ne se développe chez les générations frappées par le chômage. Le Président français s'est exprimé, mardi 28 mai à Sciences Po Paris, à l'occasion d'une journée de débats sur l'avenir de l'Union européenne en partenariat avec l'Institut Berggruen.

En moyenne, 23 % des 18-25 ans actifs dans l'UE sont sans emploi. Le taux est extrêmement variable selon les Etats, de 8 % en Allemagne à près de 60 % en Grèce.

PARLEMENT

Aux urnes le dimanche 25 mai 2014

Si les 27 Etats membres donnent leur accord unanime, les élections européennes auront lieu du 22 au 25 mai 2014, selon les pays, et non pas en juin comme initialement prévu.

Le 21 mai, le Parlement européen a approuvé ce changement de calendrier, car on estime à Bruxelles que **"la participation sera plus grande au mois de mai que pendant les vacances du mois de juin",**

***Pour en savoir plus* Vers des élections anti Europe ?**

Pour les Vingt-Sept, un seul tour bien entendu. Mais la perspective que l'entrée en force d'élus protestataires ne transforme l'Assemblée de Strasbourg en caisse

26.02.2014

de résonance de l'eurodéfiance, voilà de quoi bousculer la seule institution communautaire directement élue par les citoyens.

La peur du "21 avril" est mise en avant à l'Élysée pour justifier le soudain réchauffement des relations entre Angela Merkel et François Hollande afin de sortir l'Europe de sa "langueur"

Agenda Les députés votent cette semaine sur comment rendre **les voitures plus sûres et les tests cliniques des médicaments plus transparents**. Mardi, ils débattront des résultats du sommet européen de la semaine dernière. **L'Assemblée parlementaire Euronest**, qui rassemble les députés européens et les députés nationaux des pays voisins à l'est de l'Union européenne, se réunira à Bruxelles cette semaine.

Pour en savoir plus L'Assemblée **parlementaire Euronest** est la composante parlementaire du **projet de Partenariat oriental**. Il se compose de **membres du Parlement européen et des parlements nationaux de l'Ukraine, la Moldavie, la Biélorussie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie**.

Après les élections en Biélorussie en 2010 ont été déclarés défectueux par l'OSCE, l'adhésion du Bélarus Euronest a été automatiquement suspendu.

COMMISSION/CONSEILS

Les recommandations économiques de la commission

Après avoir été surveillés de près, plusieurs pays regagnent peu à peu la confiance de la confiance de Bruxelles.

Les bons points

Parce qu'elles sont parvenues à ramener leur déficit aux alentours de 3 % du PIB en 2012, **l'Italie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie et la Roumanie ne relèvent plus de la procédure spéciale** déjà enclenchée pour 15 autres pays européens. « Après avoir culminé à 5,5 % du PIB en 2009, **le déficit public de l'Italie a été ramené sur une trajectoire descendante durable** et est retombé à 3,0 % du PIB en 2012, date limite fixée par le Conseil », indique la Commission dans un communiqué du 29 mai.

Avec la France, la Pologne, la Slovénie et l'Espagne bénéficieront également de deux années supplémentaires pour ramener leur déficit au plafond de 3%"

Quant aux **Pays-Bas**, "la Commission européenne leur a donné **un délai d'un an** pour respecter les objectifs européens

Les mauvais

Le gouvernement maltais est en revanche épinglé pour son manque d'efforts. Une procédure en déficit excessif est donc engagée contre l'île, dont le dérapage, situé à 3,3 % du PIB en 2012, pourrait atteindre 3,7 % cette année.

Le cas belge est également riche d'enseignement :

alors que le Royaume ne réduit pas son déficit comme prévu, la Commission donne une seconde chance au pays, qui échappe donc à l'amende.

Bruxelles invite fermement la France de réformer les retraites et de réduire son déficit

26.02.2014

Mercredi 29 mai à Bruxelles, **Olli Rehn**, le commissaire en charge des affaires économiques et monétaires, a demandé de **fixer de nouveaux objectifs budgétaires pour la France qui fait partie des États qui disposeront de deux ans de plus** pour résorber leur déficit sous le seuil de 3 % du produit intérieur brut en contrepartie de réformes de plus grande ampleur.

Pour en savoir plus Le déficit public devrait, selon lui, passer de 3,9 % du PIB cette année, à 3,6 % l'an prochain, pour atteindre 2,8 % dans deux ans.

La recommandation adressée à la France - un document de neuf pages - est **deux fois plus longue, et plus détaillée, que celle de l'an dernier.**

Elle liste six grandes priorités, contre cinq en mai 2012 :

-la **réduction du déficit public**, via en particulier une nouvelle réforme des retraites,

-la **mise en œuvre de l'accord sur le marché du travail**,

-le **coût du travail**,

-la **libéralisation des services**,

-la **compétitivité des entreprises**,

-la **simplification de la fiscalité.**

En matière de déficit, la commission, suggère de "renforcer la crédibilité de l'ajustement dès l'automne 2013".

Elle suggère de réduire la dépense publique à travers tous les postes, en poursuivant la réforme administrative de l'Etat, via la future loi de décentralisation. A propos de ce texte, "la création **de la catégorie 'métropole'** soulève des inquiétudes d'une nouvelle couche administrative, conduisant à des coûts supplémentaires", juge la recommandation.

La Commission insiste surtout sur **l'équilibre du régime des retraites**, pour **assurer son équilibre "en 2020 au plus tard"**.

Elle suggère d'adapter "par exemple", les règles d'indexation, les âges minimum, et de taux plein, la période de contribution et les régimes spéciaux, mais en évitant d'augmenter les contributions des employeurs aux régimes de retraites.

Procédures d'infraction du mois de mai: principales décisions

- **Stratégie numérique**: la Commission défère **l'Estonie** devant la Cour de justice de l'Union européenne à propos de l'indépendance de l'autorité estonienne de régulation des télécommunications
- **Fiscalité**: la Commission assigne la **France** devant la Cour de justice de l'UE pour fiscalité immobilière discriminatoire
- **Environnement**: la Commission saisit la Cour de justice d'un recours contre **la Grèce** à propos d'une décharge située dans le Péloponnèse
- **Indemnités d'invalidité**: la Commission traduit la **SLOVAQUIE** devant la Cour de justice pour discrimination des personnes gravement handicapées vivant à l'étranger
- **Prestations de sécurité sociale**: la Commission traduit **le ROYAUME-UNI** devant la Cour de justice pour mauvaise application de la législation européenne en matière de sécurité sociale
- **Carte européenne d'assurance maladie**: la Commission exprime ses craintes face à l'attitude de certains hôpitaux publics **ESPAGNOLS**

Cette demande d'informations est la conséquence d'une multiplication des plaintes contre des établissements hospitaliers publics, sis principalement dans les régions touristiques, qui refusent de dispenser des soins à des titulaires d'une CEAM et demandent en lieu et place une police d'assurance voyage et un numéro de carte de crédit

- **Libre circulation des marchandises:** la **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE** doit lever les obstacles à l'importation d'articles de bijouterie en provenance d'autres États membres
- **Sécurité sociale:** la Commission demande à **la Finlande** de lever les restrictions concernant le droit des travailleurs migrants aux prestations de chômage
- **Monnaie électronique:** la Commission demande à **la POLOGNE** de mettre en œuvre les **règles** de l'Union
- **Libre circulation:** la Commission poursuit la procédure entamée contre **la LITUANIE** pour défendre les droits des citoyens de l'Union

http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-13-470_fr.htm

Evasion fiscale - Van Rompuy défend "la percée" intervenue au niveau européen

Le président du Conseil européen a défendu mercredi "**la percée**" intervenue **selon lui dans la lutte contre l'évasion fiscale au niveau européen**, alors que la déception domine dans les réactions au sommet de la semaine dernière.

Pour en savoir plus Aux nombreux députés déçus par les progrès trop lents de la lutte contre l'évasion fiscale, **il a rappelé que l'Europe était "handicapée" par le fait que la compétence fiscale "réside au niveau national"**. Mais il a "insisté sur la percée" réalisée lors des discussions européennes récentes, avec notamment le **lancement de négociations avec la Suisse, Andorre, Saint-Marin, Monaco et le Liechtenstein**.

Ces pourparlers étaient bloqués "depuis des années", a-t-il souligné, en ajoutant que **le mandat de négociation donné à la Commission "va beaucoup plus loin que certains le soupçonnent"**. La Commission présentera en outre sous peu des propositions visant **à l'échange automatique d'informations sur "toute la gamme des revenus"**, a ajouté M. Van Rompuy, selon qui de tels progrès étaient encore inespérés il y a quelques années.

ETATS

Allemagne

Le Premier ministre chinois à Berlin pour rencontrer Merkel

Angela Merkel, est la seule dirigeante de l'Union européenne que **Li Keqiang** a rencontrée (dimanche à Berlin) pour sa première tournée à l'étranger. Les deux puissances exportatrices cherchant à renforcer leurs liens et apaiser les tensions commerciales sino-européennes.

26.02.2014

Jeudi et vendredi, il était en Suisse pour la signature d'un mémorandum sur un accord de libre-échange. Cet accord avec Berne est le premier conclu par la Chine avec l'une des 20 premières économies mondiales et la Suisse espère désormais le signer officiellement en juillet.

Le séjour en Allemagne de Li Keqiang, **unique étape parmi les 27 pays de l'UE**, montre que Pékin entend soigner sa relation spéciale avec la première économie européenne, selon des analystes.

Belgique

La Belgique contestera l'amende européenne

Si, le 29 mai prochain, la Commission européenne décide d'infliger une amende à la Belgique pour avoir dépassé pendant trois années consécutives la limite du déficit budgétaire, fixée par l'Union européenne à 3% du PIB dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance, le pays entamera une procédure juridique.

Le ministre belge des Finances, Koen Geens (CD&V, chrétien-démocrate) estime qu'une amende serait injustifiée compte tenu de la récession, et que son caractère rétroactif serait illégal.

L'amende pourrait atteindre 0,2% du PIB, ce qui représenterait 765 millions d'euros.

Bulgarie

Après des mois de crise, un nouveau gouvernement d'experts

La Bulgarie a désormais un nouveau gouvernement après l'investiture mercredi de l'économiste sans étiquette **Plamen Orecharski** qui a promis de lutter contre la pauvreté et "la désintégration de la société" de ce pays de l'Union européenne.

Le vote du Parlement met fin à l'impasse politique dans laquelle le pays le plus pauvre de l'UE était plongé depuis les élections du 12 mai, d'où aucun vainqueur clair n'avait émergé.

Espagne

La BCE exige de l'Espagne une loi plus ambitieuse contre les expulsions

Dans un rapport adressé au Premier ministre espagnol Mariano Rajoy, le président de la BCE, **Mario Draghi**, **demande aux banques espagnoles de ne pratiquer qu'en "dernier recours" les expulsions des familles** qui ne peuvent plus rembourser les crédits hypothécaires de leur logement. Ce rapport avait été demandé à la BCE par le ministère espagnol de l'Economie, pour connaître l'avis de l'institution sur la nouvelle loi hypothécaire qui empêche les expulsions dans certains cas de vulnérabilité sociale

France

Une semaine européenne pour François Hollande.

Le chef de l'Etat s'entretient lundi avec le président de la Banque centrale européenne **Mario Draghi**. Il rencontre mardi le ministre des Finances allemand **Wolfgang Schäuble** ainsi **que le ministre italien du Travail** pour présenter un plan de lutte contre le chômage des jeunes. En début de soirée, il s'entretient avec le Premier ministre espagnol **Mariano Rajoy**. C'est enfin au tour de **la chancelière allemande** d'être accueillie à l'Élysée, jeudi 30 mai.

Les deux dirigeants se sont engagés, au mois de janvier, à formuler des propositions communes sur l'avenir de l'Union économique et monétaire, qui devront être discutées lors du sommet des 27 et 28 juin.

26.02.2014

Ayrault répond à Bruxelles "nous ferons les réformes à notre manière"

Jean-Marc Ayrault a considéré mercredi qu'il n'y avait pas "de surprise" dans les recommandations de la Commission européenne à la France, notamment à propos de son système de retraites, et assuré que le pays mènerait ses réformes "à (sa) manière". **La Commission n'a pas à nous dicter ce que nous avons à faire conclut François Hollande** avant d'ajouter que la France respecterait ses engagements européens.

Italie

Partito Democratico, sorpasso in retromarcia"

Un "dépassement en marche arrière" Le titre de **La Repubblica**, résume assez bien les conclusions qui peuvent être tirées du premier tour des élections municipales italiennes. Suite au scrutin de dimanche et lundi, **les candidats démocrates sont en tête dans la majorité des grandes villes du pays**, mais le Partito democratico, dont est issu le président du Conseil Enrico Letta, n'a pas pour autant à se réjouir des résultats. Si Pise est déjà dans l'escarcelle du parti, les chiffres de l'abstention sont sources de craintes pour la suite. "Dans les seize grandes villes où les élections étaient organisées, l'affluence était très faible (56,2%), en recul de près de vingt points

Pologne

L'énergie électrique, coûteuse, sera moins chère

A partir du 1er juillet, les prix de l'électricité à Varsovie et dans le nord de la Pologne devraient diminuer de 4%, dans le cadre des efforts pour stimuler la consommation, le ralentissement économique ayant entraîné une diminution de la demande.

Selon un rapport d'Eurostat, ce sont les chypriotes qui dépensent la plus grosse part de leur revenu dans l'électricité. En seconde position, l'on trouve la Pologne et l'Allemagne, ex aequo

Portugal

Les portugais réclament la démission du gouvernement

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Lisbonne, près du palais présidentiel, pour réclamer la démission du gouvernement dont la politique d'austérité, exigée par les créanciers du pays, a considérablement aggravé la récession et le chômage.

Le Portugal a reçu 9 millions d'euros par jour pendant 25 ans"

Entre l'entrée du Portugal dans l'Union européenne en 1986 et 2011, le pays a reçu près de 81 milliards d'euros de fonds européens, selon une étude publiée cette semaine. **Des fonds européens qui ont permis des investissements qui atteignent 156 milliards d'euros, soit deux fois le montant du plan de sauvetage accordé au Portugal par la troïka.** Un investissement qui a contribué à creuser la dette du pays, remarque **Diário de Notícias**. Mais le quotidien reconnaît également que l'argent de l'UE a contribué au développement du pays

Tchéquie

Karel Schwarzenberg : la querelle sur la nomination des ambassadeurs risque de perdurer

26.02.2014

La querelle entre Karel Schwarzenberg et le chef de l'Etat Miloš Zeman sur la nomination de certains ambassadeurs pourrait perdurer. **La question de savoir qui prendra la tête de la diplomatie tchèque à Moscou et à Bratislava** reste sans réponse. Le ministre des Affaires étrangères est chargé de proposer des candidats et le président de la République doit les approuver, mais Karel Schwarzenberg et Miloš Zeman, qui se sont opposés au second tour de la dernière élection présidentielle, peinent à trouver un accord. Le leader du parti conservateur TOP 09 a accusé Miloš Zeman d'ignorer son devoir constitutionnel.

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

Les Suisses voteront sur le principe d'un revenu de base

L'idée d'un revenu de base inconditionnel d'environ 2 000 euros par mois pour tous les Suisses a obtenu les 100 000 signatures nécessaires pour faire l'objet d'un référendum au niveau fédéral. Le vote ne devrait pas avoir lieu avant deux ans.

Pour en savoir plus Il s'agit d'une "des initiatives les plus étonnantes jamais présentées" au vote dans le pays. **Les Suisses vont voter sur le principe d'une allocation de base, appelée "Revenu de base inconditionnel"** (RBI) de 2 500 francs suisses (CHF) par mois (2 080 euros) pour tous, sans condition ni contrepartie, selon une initiative populaire qui a réuni les 100 000 signatures requises à cet effet. Le projet prévoit en outre une rente de 1 000 CHF par enfant, soit 7 000 CHF (5 800 euros) par mois pour une famille avec 2 enfants.

L'UE autorise sous conditions la livraison d'armes aux rebelles syriens

Après plusieurs mois d'hésitation, les vingt-sept ministres européens des Affaires étrangères ont décidé de lever l'embargo sur les armes à destination des rebelles syriens. "En prévision de la conférence internationale Genève 2 prévue en juin", qui pourrait réunir les principales parties au conflit et les grandes puissances mondiales, les Etats membres se sont cependant individuellement engagés à ne pas livrer d'armes avant le 1^{er} août, date à laquelle un premier bilan de la conférence pourrait avoir lieu

Une décision surprenante, si l'on sait l'opposition de l'Autriche, de la République tchèque, de la Suède, de la Finlande ou encore de la Roumanie envers toute participation extérieure de l'UE à la "guerre civile" syrienne.

ECONOMIE/FINANCE

La fin des hostilités avec Pékin

Le premier ministre chinois, Li Keqiang, est satisfait. La Chine et l'Allemagne formeront à l'avenir un «couple de rêve». Son déplacement à Berlin a porté ses fruits et le ministre allemand de l'Économie, Philipp Rösler, a refusé, ce lundi, l'idée d'aller dans le sens des sanctions proposées par la Commission européenne à l'encontre de la Chine dans le domaine du photovoltaïque. Pour sceller le renforcement du partenariat Berlin-Pékin, Li a annoncé que les entreprises allemandes bénéficieront d'un accès privilégié au marché chinois dans plusieurs domaines.

26.02.2014

La Suisse plie devant les exigences américaines sur un différend fiscal

Les Etats-Unis ont fait plier la Suisse. Le gouvernement helvète a accepté les exigences américaines pour régler le dossier des avoirs américains non déclarés, déposés dans des banques suisses. *"Il s'agissait d'une offre unilatérale, que l'on ne pouvait pas négocier"*, c'était à prendre ou à laisser, a résumé **Eveline Widmer-Schlumpf**, ministre suisse des Finances en présentant l'accord, mercredi 29 mai. La ministre n'a pas donné de détails sur les amendes que les banques suisses devront payer.

Malte pourrait entamer une procédure de 2 ans pour déficit excessif

Selon les prévisions de printemps de la Commission européenne, le déficit de Malte culminera à 3,7% en 2013, soit "1% de plus que les projections – révisées – de 2,7%, annoncées dans la foulée des dernières élections législatives". Bruxelles soumettra en outre "Malte à une procédure de 2 ans pour déficit excessif"

Entre réussite économique et précarité sociale : l'Allemagne dix ans après les lois Hartz

Pour en savoir plus Deux études publiées par l'Ifri reviennent sur la pauvreté Outre-Rhin, à l'aune des réformes menées dans les années 2000. **Si le taux de chômage a baissé sur le papier, la précarité a également augmenté**, mais l'Allemagne reste dans la moyenne des pays européens.

Au mois d'août 2012, le gouvernement allemand a célébré **les dix ans des lois Hartz**. Bien que cette réforme emblématique du marché de l'emploi ait été introduite par un gouvernement rouge-vert, elle a été reprise à son compte par la coalition gouvernementale noire-jaune (CDU/CSU-FDP) qui lui a succédé.

C'est en effet le 16 août 2002, à la cathédrale française de Berlin, que le chancelier Schröder a reçu des mains de Peter **Hartz le rapport de la « Commission chargée de la réduction du chômage et de la restructuration de l'Office fédéral du travail »** qu'il présidait.

Saluée par les uns comme « la plus grande réforme du marché du travail de tous les temps », convenue par les autres « d'engin de démolition de l'État social », elle n'a pas cessé de diviser la société allemande. Les lois Hartz, surtout la quatrième loi qui est à la base de la fusion de l'assistance chômage et de l'aide sociale, ont eu un impact profond tant sur le paysage économique et social que politique, bien au-delà de ce que ses concepteurs ont pu imaginer à l'époque. Sur le plan politique, elle a non seulement fait perdre le pouvoir au gouvernement Schröder, mais elle a aussi contribué à ce que le parti d'extrême gauche, Die Linke, s'établisse en tant que cinquième force politique en Allemagne, car elle lui a servi de ciment pour refuser « la pauvreté par décret ».

ENVIRONNEMENT/ENERGIE

L'abandon du nucléaire en Allemagne.. pas si simple

26.02.2014

Deux jours après mini-sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens consacré en partie à l'énergie et pauvre en résultats, **le rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) sur la stratégie allemande**, publié vendredi 24 mai, met en évidence la primauté des choix nationaux, mais aussi leurs limites. **L'énergie propre et bon marché est-elle garantie voir possible ?** L'ambition vertueuse de Berlin alimente les doutes de l'agence internationale qui n'en discute pas l'objectif, mais les modalités
Le renchérissement du coût de l'énergie, contrepartie de **la volonté de développement d'énergies renouvelables, pénalise le consommateur, d'une façon jugée "disproportionnée"**.

Le Sénat français adopte une série de dispositions adaptant le droit de l'UE

Le Sénat a adopté le 27 mai le projet de loi portant **diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable** (Ddadue). Ce texte, sur lequel le Gouvernement a engagé la procédure accélérée, avait été voté par l'Assemblée nationale le 17 mai.

Grâce à ce texte, « la France pourra honorer des obligations en transposant six directives, en améliorant des textes déjà transposés et en ratifiant douze ordonnances »,

SOCIAL/PRACTIQUE

Les nouveaux immigrants en Allemagne sont plus diplômés que les Allemands

Le marché du travail allemand est en train de subir une profonde mutation. Ingénieurs espagnols et informaticiens indiens sont de plus en plus nombreux à venir chercher et trouver du travail dans les entreprises allemandes. Conséquences de la réussite de l'industrie allemande, de la faiblesse de la démographie de ce pays et de la crise qui frappe les jeunes diplômés, notamment en Europe, l'immigration change radicalement de nature en Allemagne.

Pour en savoir plus Selon **le magazine Spiegel** les immigrants, aujourd'hui en Allemagne seraient mieux formés et auraient des niveaux d'éducation plus élevés que les Allemands d'origine, Selon une étude (Herbert Brücker pour la Bertelsmann Stiftung, un Think Tank privé), 43% des nouveaux immigrants ayant entre 15 et 65 ans ont au moins un diplôme universitaire ou technique supérieur contre seulement 26% des Allemands du même âge.

Non seulement, les immigrés sont beaucoup **plus qualifiés, mais ils sont aussi de plus en plus nombreux**. Selon les statistiques officielles fédérales, plus d'un million de personnes ont immigré en Allemagne en 2012,

Merkel : Participation et respect plutôt qu'intégration

A **l'ouverture du 6ème sommet de l'intégration**, le 28 mai à Berlin, Angela Merkel a déclaré que **le terme intégration "est aujourd'hui dépassé"** car il faut **"respecter et faire participer"** les immigrés à la vie civique.

26.02.2014

La chancelière a déploré la persistance de certains préjugés et d'une "discrimination structurelle", en particulier envers les immigrés entrepreneurs qui ont souvent plus de mal à obtenir un crédit. Elle propose de renforcer la mobilité sur le marché du travail et une équivalence des diplômes étrangers. *Die Welt* rappelle que 52% des chômeurs en Allemagne n'ayant pas de diplôme sont d'origine étrangère.

Sérieux s'abstenir

Huile d'olive, plantes médicinales, absinthe : l'Union européenne entre dans nos cuisines

Comment servir l'huile d'olive, qu'écrire sur une bouteille d'eau ? L'Union européenne ne s'occupe pas seulement de la crise et du chômage, mais aussi de ce que vous consommez.

*L'huile d'olive doit-elle être présentée sur les tables des restaurants en petite jarre, en bol, en bouteille scellée ? Ceci n'est pas une question de décoration, mais **une discussion qui a eu lieu au sein de la Commission européenne en mai 2013.***

La délicate définition de l'absinthe

Saviez-vous qu'à l'heure actuelle, l'absinthe n'a pas de définition ? La Commission européenne a essayé d'y remédier en proposant une façon de définir quel alcool pouvait prétendre au nom d'absinthe, liqueur anisée interdite par de nombreux pays au XXe siècle et autorisée à nouveau en France au début des années 2000. Selon Bruxelles, "la boisson spiritueuse aurait dû contenir des niveaux minimums d'anéthol, qui a le goût de l'anis, et de thuyone, un stimulant".

PRESSE EUROPEENNE

COMMERCE : "L'Allemagne et la Chine veulent désamorcer la dispute sur les droits de douane"

Frankfurter Allgemeine Zeitung

Lors de sa rencontre avec le Premier ministre chinois Li Keqiang le 26 mai à Berlin, Angela Merkel a déclaré que "l'Allemagne fera tout pour éviter les controverses qui finiront par une augmentation des droits de douanes réciproques", rapporte la Frankfurter Allgemeine Zeitung.

Li avait strictement refusé les "procédures anti-dumping" prévues par la Commission européenne, instaurant une taxation des équipements chinois dans le secteur de l'énergie solaire et des télécommunications.

Lors des entretiens informels entre la Chine et l'UE qui se tiennent ce 27 mai à Bruxelles, l'Allemagne souhaite jouer le rôle de médiateur entre les deux parties, explique le quotidien.

Vienne veut mettre un frein à l'afflux d'étudiants étrangers

Süddeutsche Zeitung, Kurier

"Vienne fait appel à l'UE pour limiter le nombre d'étudiants allemands", rapporte la Süddeutsche Zeitung. Le journal explique que, selon les chiffres du ministère de l'Economie autrichien, un étudiant en première année sur neuf vient

26.02.2014

d'Allemagne. Dans certaines filières comme la psychologie enseignée à Salzbourg ou Innsbruck, près de la frontière allemande, ils sont plus de 80%.

C'est pourquoi **"le ministre" de la Science et de la Recherche Karlheinz Töchterle "voudrait donner la priorité aux étudiants du pays"**, titre le journal autrichien *Kurier*.

Töchterle demande à la Commission européenne que l'Autriche, tout comme la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique et d'autres pays européens souffrant d'un trop grand afflux d'étudiants étrangers, obtienne **le droit de prendre des mesures "pour éviter que ce déséquilibre ne crée une ambiance anti-européenne" dans les universités.**

"Pour l'instant, il n'est pas clair sur quels critères la distinction entre les étudiants étrangers et ceux du pays pourrait se faire. En médecine, il existe déjà un quota qui réserve 75% des places aux étudiants autrichiens", précise la *Süddeutsche Zeitung*.

Jusqu'ici, toute forme de limitation des places pour les étudiants étrangers est considérée comme une entorse à la libre circulation des personnes dans l'UE, rappelle le *Kurier*.

COMMERCE INTERNATIONAL: Pékin sème la zizanie parmi les Européens

LE MONDE PARIS

Une fois encore, l'Europe se présente en ordre dispersé. Une fois encore, Berlin veut faire entendre une autre voix que celle du chœur de l'UE. Et une fois encore, c'est la Chine qui va gagner.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/3817571-pekinn-eme-la-zizanie-parmi-les-europeens?xtor=RSS-9>

IMMIGRATION :L'Allemagne accuse l'Italie de pousser les clandestins vers le nord

Linkiesta

"L'Italie paye les immigrants pour qu'ils aillent en Allemagne", titre **Linkiesta**, qui cite une accusation du bureau de l'immigration de Hambourg. Les autorités de la ville ont déclaré avoir arrêté quelque 300 immigrants africains, titulaires de permis de séjour temporaires expirés, qui leur avaient remis en Italie. Elles exigent également que ces immigrants soient réexpédiés en Italie. **Ceux-ci ont déclaré que les autorités italiennes leur avaient explicitement dit d'aller en Allemagne, la destination de choix pour de nombreux immigrants** qui arrivent dans l'UE, via les pays méditerranéens, et qu'on leur donnait jusqu'à 500 euros s'ils acceptaient.

Pour en savoir plus Selon le site internet, **les autorités italiennes ont tacitement admis leur responsabilité** et se sont déclarées prêtes à reprendre les immigrants. La plupart d'entre eux ont été accueillis en tant que réfugiés, dans la mesure où ils ont fui la guerre civile en Lybie en 2011 et la vague d'attaques xénophobes qui a suivi la démission de Mouammar Kadhafi. Le problème, c'est qu'ils sont citoyens de "pays listés comme étant démocratiques, comme le Ghana, le Togo et le Nigéria", écrit **La Repubblica**, ce qui signifie

26.02.2014

qu'en Allemagne, ils ne sont pas éligibles pour l'asile, qui est accordé à ceux qui fuient les violences.

Le problème, qui, dit-on, découlerait de la nécessité de fermer les centres de détention provisoire en Italie, a été découvert il y a de cela plusieurs mois et implique un nombre bien plus important d'immigrants à travers l'Allemagne, écrit La Repubblica, qui ajoute –

Maintenant que les élections fédérales allemandes approchent, il est facile d'imaginer que discuter de cela en public pourrait être utile.

GAZ DE SCHISTE : Ce qui coince en Europe

POLITYKA VARSOVIE

D'ici peu, la Pologne et le reste de l'Europe décideront de l'avenir de leurs dépôts de gaz de schiste. Selon les détracteurs de la technologie, le moment ultime est venu de sauver le continent d'une catastrophe, ou...de sauver ses intérêts politiques et financiers.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/3822181-ce-qui-coince-en-europe>

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr